
N^o. C. X X.

L'AMI DU PEUPLE,
O U
LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,
Par M. MARAT (1), auteur de l'Offrande à la Patrie,
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Mardi 6 Avril 1790.

Suite de l'arrêté de la commune sur les spectacles. -- Autre fredaine de la commune. --
De l'influence de notre révolution chez nos voisins.

Suite de l'arrêté de la commune sur les spectacles

..... Chaque propriétaire d'un théâtre est le maître de l'administrer comme bon lui semble. On peut élever un théâtre comme on peut élever

(1) Je prévien mes lecteurs que l'ex-perruquier Guignot, continuateur de ma feuille, la suppose de mon imprimerie, pour mieux escroquer l'argent du public.

une manufacture , comme j'ai élevé une seconde presse , à la place de celle que Boucher de Favras m'a fait saisir..... Aristocrates municipaux ! ne sortez pas du cercle que vous prescrivent et vos pouvoirs , et les décrets de l'assemblée nationale..... Infâmes ! n'est-ce pas en sortant de ce cercle que vous avez causé le discrédit de la caisse d'escompte et la ruine de la capitale ? N'est-ce pas en sortant de ce cercle que , dans votre délire , vous avez nommé un comité pour examiner la question relative à la traite des noirs , comme si tous les objets de l'administration étoient devenus de votre ressort ? Aujourd'hui vous prétendez accorder ces privilèges , quand les privilèges sont détruits ! Je crache sur vos arrêtés , et je déclare à tous ceux qui recevront de vous des permissions , des privilèges , qu'ils sont nuls , 1^o. parce que ce sont des privilèges ; 2^o. parce que vous n'avez ni le pouvoir , ni le droit d'en accorder un seul.

Arrêté de la commune contre le philosophe
Bailly.

Quand j'ai dit que les vils gredins qui composent notre commune provisoire , ne s'étoient glissés à l'hôtel-de-ville que pour s'emparer de l'autorité absolue et regner en despotes ; quand

je me suis étonné que le peuple ne s'armât pas de fouets, et n'allât pas chasser de la municipalité cette troupe d'avocats, de procureurs, d'huisiers, d'intrigans, de banqueroutiers, d'agioteurs et de gripe-sous qui s'y qualifient indéfiniment nos représentans, et agissent en conséquence, sans aucun pouvoir de nous : on m'a traité de fou, d'enragé, d'ennemi du bien public : on a proscrit ma feuille, on m'a décrété ; LE DICTATEUR la Fayette, à la sollicitation du sieur Boucher *de Favras*, a même envoyé contre moi une armée. Eh bien, jugez, à présent, si j'avois tort. Nos indignes mandataires, outrés de dépit de ce que le philosophe Bailly avoit soumis à la décision des districts eux-mêmes la question importante de leur permanence active, et de ce qu'il s'étoit avisé, sans l'aveu du sénat municipal, de se porter à l'assemblée nationale, à la tête des députés de la majorité de ces districts, pour y soutenir le système permanent, viennent d'arrêter « que le maire ne pourra convoquer aucune assemblée dans son hôtel, ou ailleurs, sans que les représentans de la commune n'en aient été prévenus, et sans que le maire n'ait été autorisé par eux ».

Trouvez-moi dans l'ancien régime un trait de despotisme plus injuste, plus inconstitutionnel et

plus outrageant. Ce qu'un lieutenant de police n'auroit pas osé exiger du syndic de la communauté des savetiers, les infâmes que nous avons député à l'hôtel-de-ville, pour y rédiger un plan de municipalité, se le permettent envers le chef même de la municipalité : ils portent, je ne dirai pas l'abus du pouvoir, puisqu'ils n'en ont aucun, encore moins de l'autorité, puisqu'ils n'en ont d'autre que celle qu'ils se sont attribués ; ils portent donc la prévarication et l'indécence jusqu'à défendre au maire de Paris de convoquer aucune assemblée dans son hôtel ou ailleurs, sans leur autorisation..... N'est-ce pas à faire rire ? Je ne suis certainement ni l'ami, ni le protégé du maire de Paris. Je lui ai reproché son ambition démesurée, son faste insultant, ses folles et inutiles dépenses, et j'ai eu raison ; mais, il n'en est pas moins vrai qu'il est toujours le maire de Paris, le chef de la horde méprisable qui s'arroge le droit de lui imposer aujourd'hui des loix, sans notre pouvoir et sans notre aveu, par un pur ressentiment de ce qu'il a paru prendre le parti de la permanence des districts, parce que cette permanence tiendrait dans une activité perpétuelle des surveillans incommodes, pour des gens qui veulent commander en despotes. -- Je ne suis point jurisconsulte ; mais, à ne con-

sulter que les principes qui établissent M. Bailly maire de Paris, qu'il mérite ou non de l'être, il me semble que cet arrêté aristocratique de nos goujats à l'hôtel-de-ville, blesse en sa personne, et les droits de sa charge, et l'intérêt du peuple, et jusqu'aux regles de la décence. Si le philosophe Bailly a des torts, qu'on les lui fasse connoître, qu'on les lui reproche; mais qu'un tas d'intrigans et de va-nuds-pieds, sans commission, sans pouvoirs, sans mandats, s'ingèrent de lui faire défenses de convoquer aucune assemblée sans leur autorisation, c'est combler la mesure de l'impudence; et tolérer un pareil écart, c'est autoriser l'aristocratie la mieux caractérisée, et enhardir des despotes qui ne connoîtront bientôt plus de frein. -- Je finis : voici ma conclusion. Cet arrêté de nos goujats à l'hôtel-de-ville est nul, tant en la forme qu'au fond. Il est nul en la forme, en ce que ceux qui l'ont rendu étoient sans pouvoir, sans commission, sans mandat à cet effet. Il est nul au fond, en ce qu'il tend à détruire l'autorité légale du maire de Paris, à l'empêcher de consulter le vœu général, à s'opposer au bien, à établir enfin, sur les ruines de l'ancien despotisme, l'aristocratie la plus despotique, la plus funeste; et j'estime qu'il n'y a pas un seul district dans la capitale, qui, sur la

simple réclamation du maire , contre un arrêté aussi monstrueux , aussi inconstitutionnel , ne le casse et l'annule , avec défenses à ses députés à l'hôtel-de-ville d'en jamais rendre de pareils , sous peine de privation , et d'être déclarés , à jamais , incapables d'exercer aucunes fonctions municipales.

De l'influence de notre révolution chez nos voisins.

Que'ques efforts que fassent les despotes de notre Europe , pour empêcher dans leurs états la propagation de la liberté , qu'ils appellent le *mal français* , et pour contenir leurs sujets dans l'esclavage et dans l'avilissement , il faut que le peuple reprenne ses droits , trop longtems méconnus ; il faut , avant peu , que les despotes descendent de leurs trônes , et que l'autel de la liberté s'élève sur leurs débris. Un peu plutôt , un peu plus tard , il faut que la tyrannie cede , et que les rois s'instruisent. La France a déjà communiqué à ses voisins une partie de la secousse violente qu'elle a éprouvée : cette secousse s'est fait ressentir jusques en Angleterre même , chez le peuple le plus libre. Eclairé par l'assemblée nationale de France , il commence à sentir les vices de sa législation , et demande une repré-

sentation plus prépondérante au parlement. Les décrets de nos représentans servent de modele à la diete Polonoise : le roi de Pologne se fait gloire de suivre l'exemple que lui a donné le roi des François (1). En Espagne, et sur-tout en

(1) La Pologne avoit un besoin indispensable de dix millions, pour faire face aux dépenses nécessaires. L'intérêt particulier militoit contre le patriotisme, dans la diete du 26 février dernier : le roi se leve, et dit : « Mes amis, les » besoins urgens de l'année exigent un nouvel » effort de patriotisme. Il faut, pour cette fois, » un don national extraordinaire ; et, comme » on ne conseille jamais mieux qu'en prêchant » d'exemple, je fais présent à la république de » toutes mes pierreries : j'en ai pour un demi- » million : si j'avois du comptant, Dieu sait » comme je le donnerois de bon cœur ! mais » vous savez que les embarras du trésor de l'état » font que mon propre contingent ne m'est pas » payé. J'espere que le vrai patriotisme se montrera de maniere à convaincre tous nos voisins » que les Polonnois veulent et savent trouver » des ressources dans leur propre vertu, lors » même que les circonstances étrangères ne les » favorisent pas ».

Italie , les esprits sont dans une fermentation qui annonce une explosion prochaine. Elle n'est pas encore remarquable dans les états septentrionaux de l'Europe ; mais c'est , qu'étant gouvernés par des loix plus justes , par des princes moins foibles ; c'est , qu'étant moins vexés , moins opprimés par les grands , ils ont moins à se plaindre de l'administration et du gouvernement. Cependant il faut qu'ils arrivent tous à une régénération. La moitié de l'Europe ne peut pas demeurer esclave , quand l'autre moitié sera libre. Le saint nom de la liberté a retenti dans tous les cœurs , et il sera la cause d'une insurrection générale , que les souverains , s'ils étoient bien conseillés , devroient amener doucement , au lieu de chercher à y mettre de vains obstacles , qui ne servent qu'à alimenter le mécontentement , et dont le peuple , une fois soulevé , sauroit bientôt s'affranchir.....

La suite au numéro prochain.

De l'Imprimerie de M A R A T.